

Honorables sénateurs, ma question s'adresse au leader du gouvernement au Sénat. La dette fédérale s'établit à 508 milliards de dollars et augmente à chaque minute de chaque jour parce que les déficits annuels se répètent. Le gouvernement veut réduire le déficit à 3 p. 100 du produit intérieur brut d'ici 1996. À l'origine, le but énoncé dans le livre rouge était plus ambitieux que le mandat du gouvernement. Dieu merci, le gouvernement a au moins accepté de réviser ses plans.

Cependant, si le gouvernement atteint son objectif, la dette nationale nette aura grimpé jusqu'à 606 milliards de dollars d'ici la fin de l'exercice financier 1996-1997. Les intérêts annuels sur cette dette représenteront une somme de près de 50 milliards de dollars et ne cesseront d'augmenter. Cela retardera encore davantage le jour où les déficits annuels seront éliminés et où le gouvernement commencera à faire des paiements pour réduire notre énorme dette.

Ma première question, honorables sénateurs, porte sur les mesures que le gouvernement entend prendre après 1996. Le budget de février dernier est le premier depuis plus de dix ans à ne rien prévoir au-delà de deux ans. Le gouvernement a-t-il un plan d'action au-delà de 1996, et cherche-t-il des moyens de réduire notre énorme dette nationale? Dans l'affirmative, le ministre peut-il nous dire quels sont ces plans d'action?

#### LE CALCUL DES PRESTATIONS DE LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE EN FONCTION DU REVENU DU MÉNAGE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'honorable Duncan J. Jessiman:** Ma prochaine question concerne les intentions du gouvernement au sujet des prestations de la Sécurité de la vieillesse. Le document de travail gris que le ministre des Finances a déposé le mois dernier comporte un tableau de distribution des prestations de la Sécurité de la vieillesse selon le revenu du ménage. D'abord, madame le leader du gouvernement pourrait peut-être nous dire si l'on envisage notamment de réduire le déficit et la dette en établissant les prestations de la Sécurité de la vieillesse en fonction du revenu du ménage plutôt que du revenu individuel comme c'est le cas à l'heure actuelle?

Ensuite, peut-elle nous dire si l'on envisage de hausser de 65 à 70 ans l'âge que les Canadiens devront avoir avant de pouvoir toucher des prestations de la Sécurité de la vieillesse? Dans l'affirmative, cela se ferait-il progressivement sur plusieurs années en haussant l'âge d'une année à la fois?

**L'honorable Joyce Fairbairn (leader du gouvernement):** Honorables sénateurs, je remercie le sénateur Jessiman pour sa question. Mon collègue dit d'attendre le budget. J'imagine que c'est une bonne réponse. Cependant, j'aurais quelques commentaires à faire.

Toutes les suggestions que le ministre des Finances reçoit dans le cadre des consultations prébudgétaires les plus ouvertes de notre l'histoire seront étudiés par lui. Le budget de l'an prochain sera le fruit de ce processus. Bien sûr, ni l'honorable sénateur Jessiman ni moi n'avons la moindre idée de ce que contiendra le rapport final.

Pour ce qui est de la dette et du déficit, il ne fait aucun doute que le gouvernement actuel les prend au sérieux. Nos vis-à-vis et

d'autres personnes aussi se demandent si 3 p. 100 du PIB en trois ans suffira. Je peux affirmer à mes collègues que c'est là un objectif difficile à atteindre. Il ne s'agit pas d'un but insignifiant et timoré, mais le ministre des Finances et le premier ministre ont affirmé clairement qu'ils sont fermement déterminés à l'atteindre.

Je veux aussi parler de la dette et du déficit. N'oubliez pas que la province d'où je viens, l'Alberta, a montré qu'on peut s'y prendre de différentes façons. Le gouvernement, comme il l'a déclaré pendant la campagne électorale, entend nous faire sortir de la situation financière difficile dans laquelle nous nous trouvons en adoptant une attitude équilibrée.

Nous avons donc entrepris un vaste examen de tous les programmes du gouvernement fédéral pour déterminer s'ils sont nécessaires, si leur budget peut être réduit et s'ils peuvent être fournis plus efficacement par d'autres. Le grand objectif de cette réforme et de certaines discussions du gouvernement, consiste à trouver le moyen de mettre de l'ordre dans nos affaires sans devoir recourir aux coupes aveugles pratiquées dans d'autres parties du Canada. C'est là une question d'équilibre qui aide à protéger les plus vulnérables au sein de notre société. C'est l'engagement qu'a pris le gouvernement.

Par ailleurs, je rappelle à l'honorable sénateur que le dernier budget du ministre des Finances annonçait une étude des prestations aux personnes âgées. Elle n'est pas encore terminée. Cette étude vise à examiner l'impact à long terme, plutôt qu'immédiat, de mesures sur ce secteur croissant de notre société que sont les personnes âgées, c'est-à-dire des personnes âgées actives et productives qui veulent continuer de participer à la vie de notre pays. Nous voulons aussi voir comment nos plans économiques nous permettront de répondre aux besoins des personnes âgées à l'avenir.

Nous avons un plan, soit réduire le déficit à 3 p. 100 du PIB en trois ans et aller ensuite vers la réduction complète du déficit. Mon collègue sait cela. Ce n'est pas facile. Il faudra du temps, mais le but initial a été fixé et il sera atteint.

**Le sénateur Jessiman:** Le leader du gouvernement au Sénat parle d'une réduction. Le gouvernement a-t-il l'intention de réduire ou d'éliminer le déficit? S'il n'élimine pas le déficit, la dette continuera de s'accroître. C'est une question d'intérêt composé. Le gouvernement doit avoir un plan pour éliminer le déficit, pas seulement pour le réduire.

**Le sénateur Fairbairn:** Honorables sénateurs, c'est ce que je viens de dire, mais je vais quand même le répéter. Nous sommes en train de réduire le déficit, dans le but de l'éliminer complètement.

#### LA RÉACTION DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL AUX MESURES PROPOSÉES PAR LE GOUVERNEMENT POUR RÉDUIRE LE DÉFICIT—LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

**L'honorable Gerry St. Germain:** Honorables sénateurs, j'ai une question supplémentaire à poser. Si je comprends bien, le FMI a dit clairement que 3 p. 100 du PIB n'était pas un niveau acceptable. Le leader du gouvernement au Sénat a dit que l'objectif de 3 p. 100 était difficile à atteindre. Cela doit être vrai, particulièrement à l'époque où nous vivons.